



Paris, le 24/03/2026

Comité Social d'administration de Service Central de Réseau
Réunion du 24/03/2026
Liminaire

Madame la Présidente,

1. Le Plan National : Austérité et paupérisation

Le budget 2026 voté par 49.3 s'inscrit une nouvelle fois dans une logique d'austérité, avec la poursuite du gel des rémunérations. Année après année, les agentes et agents subissent une perte continue de pouvoir d'achat, aggravée par une inflation persistante et l'explosion des dépenses contraintes. Cette situation est devenue intenable, tant sur le plan matériel que psychologique. Pour Solidaires Finances Publiques, la revalorisation immédiate des carrières et des rémunérations n'est plus une option mais une urgence absolue.

Pour 2026, la DGFIP fait les frais des suppressions d'emplois, constituant une attaque frontale supplémentaire contre les personnels. Avec encore 550 suppressions de postes prévues, alors que les services sont déjà exsangues, l'administration poursuit une politique destructrice qui met gravement en difficulté l'exercice des missions. Partout, les agentes et agents sont confrontés à une charge mentale toujours plus lourde et à une souffrance au travail de plus en plus marqué. Ce manque chronique de moyens humains est aujourd'hui un facteur majeur de dégradation de la santé mentale des personnels, augmentant fortement les risques psycho-sociaux. Pour Solidaires Finances Publiques, s'opposer à ces suppressions n'a rien d'idéologique ou de dogmatique : c'est une nécessité absolue pour préserver la santé des agentes et agents et la qualité du service public rendu aux usagers.

2. Le Plan Local : Une gestion de la pénurie et des suppressions d'emplois

La nouvelle méthode de répartition et d'allocation des emplois suscite de fortes inquiétudes. Elle apparaît clairement comme un outil de gestion de la pénurie, incapable de répondre aux besoins réels et annonciatrice de nouvelles pertes de moyens. Solidaires Finances Publiques dénonce l'opacité des tableaux des emplois et exige plus de transparence.

Ce contexte de suppression d'emplois est renforcé par un manque de considération chronique : carrières bloquées, règles opaques et absence de reconnaissance de l'expertise et normalisation des « postes au choix ». À cela s'ajoute la situation inacceptable des indus liés à l'ACF « garantie de rémunération ». Près de 1 500 collègues subissent une double peine : rembourser des dettes exorbitantes dues exclusivement aux erreurs de l'administration, tout en voyant leur salaire baisser. Solidaires Finances Publiques exige l'annulation pure et simple de ces créances. Le mépris à l'égard des agentes et agents s'exprime jusque dans la gestion des frais de déplacement, dont la baisse annoncée de 10 à 20 % illustre le décalage total avec la réalité du terrain et le quotidien des agentes et agents.

3. Actualités : Les risques de naufrage de notre système d'information

La dégradation des conditions de travail est intrinsèquement liée à la fragilité croissante des outils informatiques notamment. La crise d'Hélios, avec l'indisponibilité majeure du mois de février, a mis à nu les limites d'un système informatique dépourvu de toute redondance. Faute de moyens alloués par l'administration (absence de serveur de secours), les informaticiens ont été soumis à une pression insupportable pour restaurer les données applicatives, pendant que les agentes et agents du secteur public local se retrouvaient désarmés face aux collectivités et aux usagers. C'est la preuve, s'il en était besoin, que l'austérité budgétaire met en péril la continuité même des missions de la DGFIP.

Cette fragilité structurelle se propage comme une onde de choc sur les autres applications. Elle a ainsi permis à un acteur malveillant, via une usurpation d'identifiants, d'accéder illégitimement au fichier FICOBA, exposant les données de 1,2 million de comptes. Face à cette vulnérabilité, la mise en œuvre du Plan de Réponse à une Brèche de Données (PRBD) suscite de nombreuses questions : s'agit-il d'une rustine supplémentaire pour tenter de combler le manque de moyens et de sécurisation de fond ? Pour Solidaires Finances Publiques, la protection des données ne doit pas dériver vers une surveillance généralisée, ni vers un levier supplémentaire de management, mais rester un rempart technique solide.

Cette opacité se retrouve d'ailleurs dans la gestion de l'application APIM au sein de la DP7. L'information publiée sur Ulysse le 10 mars intitulée « Indisponibilité des API de la DGFIP » fait état de dysfonctionnements majeurs, sans que l'on sache précisément depuis quand ils ont été constatés. Pour Solidaires Finances Publiques cette explication plus qu'opaque, nécessite un éclaircissement : s'agit-il d'un sous-dimensionnement chronique, d'une nouvelle faille de sécurité ou d'un défaut de maintenance ? L'absence d'information claire alimente à nouveau l'anxiété des agentes et agents.

4. Vie et réorganisation des services

Au-delà des enjeux numériques, les choix de l'administration pèsent lourdement sur l'organisation des services et la vie des agentes et agents. Solidaires Finances Publiques alerte notamment sur le transfert des 22 agents de la MOE PILAT de Noisiel vers Noisy-le-Grand. Ce n'est pas un « simple déménagement », mais une restructuration géographique impactant les vies professionnelles et personnelles. Solidaires Finances Publiques exige le versement des garanties indemnitaires (primes de restructuration de service), ainsi que la confirmation qu'aucune nouvelle période probatoire ne s'applique aux agentes et agents et la dispense de l'obligation de respecter le délai de séjour. Par ailleurs Solidaires Finances Publique demande la garantie formelle, que le 4^e étage du site MONTAIGNE dispose de l'espace et des équipements nécessaires pour accueillir ces équipes dignement.

Concernant, la création de la mission d'appui SPiB1, celle-ci nous laisse sceptiques. avec le recrutement prévu de 2, voire 3 effectifs, cette structure semble d'ors et déjà sous-dimensionnement face à l'ampleur des ambitions affichées.

Enfin, Solidaires Finances Publique insiste sur les dossiers immobiliers et les prochaines difficultés de transports de cet été, en alertant sur les conséquences des gros travaux RATP et SNCF prévus sur l'ensemble du réseau Métro et RER. Difficultés auxquelles s'ajoutent les interventions spécifiques en cours et à venir sur la dalle de Turgot et Sully qui impactent déjà, et vont encore aggraver l'accès quotidien aux différents sites. Parallèlement, la situation sur le site Blanqui à Montreuil est devenue critique : entre les inondations récurrentes et l'incertitude totale sur la fin du bail, les agentes et agents travaillent dans un climat d'insécurité constant.

Pour Solidaires Finances Publiques, la DGFIP ne pourra durablement assurer ses missions que si les transformations engagées reposent sur une reconnaissance effective du travail des agents et des moyens à la hauteur des enjeux qui lui sont confiés, et bien entendu sur un dialogue social réel et de qualité permettant aux représentantes et représentant du personnel, que nous sommes de contribuer à améliorer les conditions de vie au travail des agentes et agents et de faire bouger les lignes sur les

sujets débattus dans le cadre de cette instance et de la FS, sujets inscrits à l'ordre du jour à votre initiative ou à notre demande.

A ce sujet, nous vous remercions, Madame la Présidente, d'avoir inscrit les points supplémentaires que nous avons demandés, ainsi que votre équipe, pour la documentation fournie et la préparation de ce CSA-SCR.

====ooOOOOoo====

